

Informée, la police n'a rien fait

PAR KARL LASKE
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 13 MARS 2017

Un nouvel indicateur lillois a expliqué avoir été « infiltré dans un groupe d'extrémistes » qui revendait des armes remilitarisées « aux islamistes », un an avant les attentats. Un commissaire divisionnaire, responsable du Centre de coordination policière et douanière de Tournai, affirme avoir communiqué ces informations à l'un des patrons de la PJ lilloise, « sans savoir qu'il s'agissait de terrorisme ».

« Je voulais un 9 mm, une kalach et un 7.65. Je me suis reporté sur 7 pièces, des pistolets mitrailleurs Scorpion et Uzi, tous neutralisés. J'avais vérifié que les canons étaient bouchés. Pour moi, il n'y avait aucun problème. » Christophe Dubroeuq, 51 ans, alias « Monstro », a été arrêté le 20 avril 2015 alors qu'il entraînait en République tchèque, venant de Slovaquie, avec un sac rempli d'armes dans le coffre de sa voiture. Il avait quitté Lille, un mercredi soir, avec un ami. Après avoir roulé toute la nuit, il était arrivé vers midi, en Slovaquie. Dans le magasin de l'armurerie slovaque AFG, « Monstro » avait fait ses achats, sous une fausse identité – avec les papiers d'identité d'un ressortissant marocain –, puis il avait pris la route du retour, via la République tchèque.

Placé en garde à vue à Uherské Hradiště, en République tchèque, mis en examen pour « violation de la réglementation sur la circulation des marchandises, armement illégal », le Français, ancien videur, sans emploi, fait 14 mois de prison avant d'être remis à la France, en juin 2016. Mais il parle. Il donne les noms de plusieurs policiers français dont il a été l'informateur, dont celui de Philippe Patisson, ancien patron du SDIG (Service départemental de l'information générale, ex-Renseignements généraux)

du Nord. Il assure avoir été « infiltré dans un groupe d'extrémistes » qui a revendu des armes remilitarisées « aux islamistes ».



Le tribunal régional de Zlín, en République tchèque, où l'indicateur a été jugé et condamné à 14 mois de prison © DR

Joint par Mediapart, le commissaire divisionnaire Philippe Patisson, aujourd'hui responsable français du Centre de coordination policière et douanière (CCPD) de Tournai, affirme avoir communiqué les informations de l'indicateur à l'un des patrons de la PJ lilloise, mais « sans savoir qu'il s'agissait de terrorisme ». Selon Dubroeuq, la Police judiciaire avait « tout de A à Z avec les noms, les détails, tout, la totale », depuis juin 2014, mais elle n'a pas bougé.

« Beaucoup d'armes arrivent en France via Internet, a expliqué Dubroeuq aux Tchèques sur procès-verbal. J'ai été infiltré auprès de personnes qui achetaient ces armes. Je suis remonté jusqu'à une personne qui a vendu des armes en Belgique, dans la ville de Charleroi. Ils possédaient un magasin sur Internet et j'ai réussi à le faire fermer. » Pour « les explications », ajoute le Français sur procès-verbal, il faudrait « contacter directement un commissaire » : « Je voudrais que vous preniez contact avec le commissaire Philippe Patisson, commissaire de la division Belgique. En Belgique, on peut le trouver à Tournai en France. Il dirige la police, en Belgique, en France, et les douanes. » Christophe Dubroeuq se dit persuadé que ce fonctionnaire répondra à toutes les questions, « car beaucoup de policiers et de douaniers en France sont impliqués dans le trafic d'armes ». Les autorités tchèques ne réagissent pas et se gardent de contacter le commissaire divisionnaire.

Mais l'indicateur évoque aussi les attentats en France et précise aux Tchèques que les armes utilisés par les terroristes des 7 et 9 janvier 2015 venaient « justement de Slovaquie », ce qui, au moment où il le dit, n'a pas été rendu public. Christophe Dubroeuq, qui

est par ailleurs mis en cause en France dans une affaire d'homicide non élucidée, dit qu'il est venu pour la première fois en Slovaquie parce qu'il avait besoin d'armes pour sa sécurité. *« Il y a environ six mois, j'en ai acheté par Internet. J'ai commandé des Scorpions, précise-t-il. J'ai été infiltré dans un groupe d'extrémistes et le chef de groupe a acheté des armes via un magasin belge, dans la ville de Charleroi. C'était un groupe qui en a acheté par Internet. Il y a eu pour environ 300 000 euros d'armes. Elles provenaient du même magasin slovaque. Je sais que le groupe qui a acheté ces armes les a débloquentes et les a revendues par la suite aux islamistes. »*

Christophe Dubroeuq assure aussi qu'il a *« tiré avec une de ces armes, un Scorpion »*. *« J'ai eu la possibilité d'être dans l'atelier où se faisaient ces modifications d'armes. Le chef des extrémistes m'a utilisé pour les remettre. Patisson est au courant de ça. »*



Le commissaire divisionnaire Philippe Patisson, lors d'une opération de police en Belgique. © DR

À Mediapart, le commissaire divisionnaire Patisson, chef du SDIG du Nord de 2008 à 2011, avant de diriger le CCPD de Tournai, confirme que Christophe Dubroeuq, alias « Monstro », a été l'un de ses informateurs sur l'extrême droite radicale lilloise, et qu'il a communiqué des informations sensibles, avant de devenir *« un bon copain »*. *« Je m'inquiétais de ne pas avoir de nouvelles de "Tof", dit-il. Puis j'ai appris par mes collègues qu'il avait été interpellé en République tchèque. Je lui avais dit clairement quelques jours avant : "Tu ne mets pas ton nez là-dedans." On savait que ces armes slovaques avaient été retrouvées dans la filière Kouachi. »*

Quelques années plus tôt, l'ancien chef des RG du Nord avait réussi, par le truchement de « Tof », à approcher Claude Hermant, ancien militaire, figure de l'extrême droite identitaire locale et lui-même informateur de la gendarmerie et des douanes, identifié

comme l'un des acheteurs officiels d'une partie des armes slovaques retrouvées entre les mains d'Amedy Coulibaly, en janvier 2015.

« Dès que j'avais une information précise, elle était transmise à la PJ, explique le divisionnaire Patisson. Je n'avais pas les moyens de vérifier. Hermant avait ouvert une friagerie et là, "Tof" me donne des infos. C'étaient des infos importantes et suffisamment précises, avec des heures, des dates d'arrivées, de livraison. Je suis allé voir l'un des patrons de la PJ à Lille, Guy Zapata, dans son bureau. Nous étions trois. Et j'ai donné ces éléments. Quand "Tof" m'a donné ces infos, moi j'ai balancé tout de suite. Mais leur traitement et la stratégie adoptée, je les ignore. »

« Il s'agissait d'armes qui arrivaient des pays de l'Est, qui étaient remilitarisées par l'entourage d'Hermant, précise le commissaire. Il n'a jamais été question de terrorisme. »

Christophe Dubroeuq est dès lors pris en charge par un autre policier, capitaine de la PJ de Lille, Olivier M. Une surveillance est mise en place autour d'Hermant. Et dès le mois de juin 2014, soit six mois avant les attentats de Paris, les enquêteurs de la PJ couchent sur procès-verbal les nom et photo de l'acheteur présumé des armes qui seront utilisées par Amedy Coulibaly. Cet homme, Samir Ladjali, aurait été introduit auprès d'Hermant par... Christophe Dubroeuq, alias « Monstro », lui-même.

« Pour 1 000 ou 2 000 euros, Claude Hermant me demandait de trouver des gros trafiquants ou des malfaiteurs, s'est justifié Dubroeuq lors d'un interrogatoire. Je vais partout, je discute avec tout le monde. Je le branchais avec des acheteurs et j'étais censé avoir de l'argent. Claude Hermant m'avait dit qu'on travaillait pour les douanes ou un autre service. »

Alors qu'il est étroitement suivi par la police, Claude Hermant de son côté rend compte périodiquement de ses actions et de ses ventes aux services de gendarmerie qui l'ont immatriculé comme informateur en 2013. Des rapports de gendarmerie déclassifiés confirment que des missions d'infiltration

lui ont été confiées par les pandores, notamment pour remonter la filière des armes slovaques vendues par la société AFG (*lire ci-contre*).

« Trois personnes différentes étaient venues me voir pour me demander neuf kilos d'explosifs »

Moins de deux semaines après les attentats de janvier 2015, le commissaire Patisson explique sur procès-verbal que Claude Hermant, alors animateur de la maison flamande, avait été un « *contact très important pour le service de renseignement* » et pour lui jusqu'en 2011, « *compte tenu du rôle joué par l'extrême droite violente dans divers troubles à l'ordre public* ». Non pas un informateur au sens judiciaire, mais un « *correspondant* » qui lui a « *donné de très bons renseignements* », notamment sur la création d'un groupe violent de type néonazi. « *Hermant venait chez moi avec "Tof" prendre le café*, précise-t-il à Mediapart. « *Tof* », je déjeunais souvent avec lui, mais attention, j'ai toujours payé. Il n'y a pas de confusion », précise le policier.

Le divisionnaire se souvient qu'Hermant lui a parlé « *d'informations* » qu'il détient « *sur un individu de Charleroi impliqué dans le trafic d'armes* ». Christophe Dubroeuq n'est pas en reste. Il expliquera avoir aussi communiqué à Philippe Patisson des tuyaux sur des personnes qui cherchaient des explosifs. Ce dont le commissaire ne se souvient pas.

« *Je sais que longtemps avant les attentats de 2015, trois personnes différentes étaient venues me voir pour me demander neuf kilos d'explosifs*, déclare Dubroeuq aux enquêteurs français le 18 juin 2016. *J'en avais parlé à "Phil", c'est-à-dire à Philippe Patisson, mais il n'y a pas eu de suite. Et je ne trouvais pas d'explosifs en ce temps là et "Phil" n'a pas donné de suite. Donc j'ai laissé tomber.* »

Question d'un enquêteur : « *Et pourquoi une cinquantaine de personnes s'adressent à vous pour avoir des armes, voire des explosifs ?* » « *Tout le monde sait que je suis un passionné d'armes* », rétorque Dubroeuq...

L'indicateur assure avoir trouvé « *dans la réserve* » de la friterie de Claude Hermant « *des armes et des documents* », et l'adresse de la firme slovaque. « *J'avais donné tous mes renseignements à la police, à savoir où il remettait les armes en état de fonctionnement avec des munitions classiques, le tout six mois avant son interpellation* », précise Dubroeuq.

Mais selon l'enquête, Dubroeuq a commandé lui-même par Internet deux pistolets mitrailleurs à la firme slovaque AFG en septembre 2014 et fait commander plus d'une dizaine d'autres par deux intermédiaires. L'une de ces armes a été retrouvée par les Stups entre les mains d'un trafiquant de drogue.

Début 2014, l'enquête de la PJ a déjà démarré et, fort des indications de Christophe Dubroeuq, le capitaine Olivier M. parvient à entrer en contact avec un autre militant d'extrême droite, Antoine Denevi, responsable du groupuscule aujourd'hui dissous 3^e Voie. Arrêté en Espagne en avril 2016, Denevi a été remis en liberté courant février. L'officier de police judiciaire le rencontre discrètement dans les allées du cimetière de l'Est, à Lille. L'homme trafique lui aussi, commande des armes chez AFG en Slovaquie et à Charleroi, et il se fait embaucher deux mois chez Claude Hermant. En juin 2014, il accepte de témoigner sur procès-verbal et d'identifier l'acheteur des armes, Samir Ladjali, sur une planche photo. « *Une personne a présenté Samir à Hermant*, déclare Denevi, le 24 juin 2014. *Samir était à la recherche d'armes pour des équipes qui montaient un braquage. Samir a voulu beaucoup d'armes dès le départ. [...] C'est quelqu'un de très prudent, il est calme, il a du sang-froid. Physiquement, il change souvent d'aspect.* » Antoine Denevi communique aussi une copie du catalogue d'armes proposées à Ladjali.



Samir Ladjali sur une planche photo, identifié par Antoine Denevi comme l'acheteur des armes © DR

Des surveillances et des filatures sont aussitôt organisées. Selon Hermant, Ladjali travaille « à l'ancienne », sans utiliser son téléphone, mais les portables de son entourage sont identifiés. Certaines communications du réseau sont géolocalisées. Et puis, plus rien durant de longs mois. Au lendemain des attentats de Paris, les services d'Interpol identifient formellement une partie des armes utilisées par Amedy Coulibaly comme ayant été commandées à Lille par Hermant. Et c'est alors que l'enquête reprend. Le capitaine Olivier M. relève les premières dépositions de Claude Hermant le 22 janvier 2015... Et Hermant identifie Samir comme l'un de ses acheteurs – ce que la police a établi depuis plus de huit mois.

« Les dernières actualités que l'on a pu voir sur nos télé, ces événements horribles, je parle bien des attentats de Paris, ont fait tilt dans ma tête, déclare-t-il. Très rapidement, j'ai dû, à un moment donné, poser la question à cette personne [Samir Ladjali – ndlr] si elle était concernée de près ou de loin par ces faits. En détaillant ce qui a pu paraître dans la presse, et notamment le type d'armes cité, j'ai pris conscience que ces armes avaient pu être des armes que j'ai été amené à fournir à Samir. »

Hermant explique avoir rencontré Ladjali, 8 à 10 mois plus tôt, à l'occasion « d'opérations d'infiltration pour le compte de la gendarmerie ». Il a fourni des immatriculations de véhicules. Les gendarmes lui ont dit « qu'ils prenaient en compte l'information » et « qu'ils allaient travailler dessus ». Hermant explique avoir fourni « entre 40 ou 45 pièces ». « Je tiens à vous dire que lorsque je lui ai demandé, pour les faits de Paris, s'il était impliqué, il m'a dit qu'après cette dernière commande, il allait se mettre au vert. »



Le « catalogue » des armes proposées à Samir Ladjali, remis à la police en juin 2014. Tous les modèles utilisés par Amedy Coulibaly y figurent

La PJ est déjà parfaitement informée au sujet de cet acheteur. Mais quatre mois s'écoulent encore avant que Samir Ladjali ne soit finalement interrogé en avril 2015, puis mis en examen et écroué. Il conteste son implication, puis refuse de parler, mais il est confondu par la découverte de photos d'armes prises à son domicile sur le portable d'un ami.

Dans une écoute judiciaire effectuée le 4 avril 2015, alors que Christophe Dubroeuq s'épanche auprès du commissaire divisionnaire Patisson, il lui révèle le contenu d'une déposition récente d'Hermant qui incrimine... un ancien commandant de police de la PJ de Lille, Gérald K. L'ancien flic, collectionneur d'armes, lié à Antoine Denevi et Christophe Dubroeuq, bien connu des salles de tir lilloises, a effectivement subi une perquisition quelques jours plus tôt. « Il flippe. [...] Il est en panique, il est malade depuis 4-5 jours », explique Dubroeuq au commissaire Patisson.

Et pour cause, un véritable arsenal a été trouvé chez lui : une trentaine d'armes de guerre, pour moitié des fusils Mauser, et des armes de catégorie A, six pistolets – dont deux Beretta, un Glock, un Smith et Wesson 38. Certaines sont rangées dans deux coffres, comme le prévoit la loi, mais la plupart sont dispersées dans son pavillon, près de son lit, derrière une télévision, dans son garage. Des armes en état de marche, toutes déclarées, semble-t-il, en préfecture.

Dès le mois de décembre 2013, Claude Hermant a communiqué des informations sur les activités parallèles de l'ancien flic au service de gendarmerie (voir notre article ci-contre). En 2015, il l'accuse d'avoir remilitarisé des armes dans sa cave avec son ancien salarié, Antoine Denevi. Il en aurait même une preuve vidéo. « Hermant a dit que Gérald était le chef de réseau des armes, résume Dubroeuq au commissaire Patisson. En vérité, il balance tous les mecs qui l'ont balancé, qui se sont embrouillés avec lui. [...] Antoine, Gérald, moi, puis je sais pas qui... Les flics, ils sont pas cons. Ils ont tout de A à Z. [...] Si les mecs de Paris vont à la PJ de Lille, ils ont tout de A à Z, avec les noms, les détails, tout, la totale. »

Au passage, Dubroeuq annonce au commissaire que l'enquêteur initialement chargé de l'affaire, Olivier M., a été éloigné. « Olivier a été muté en deux jours en Normandie, dit-il. Il a été viré, enfin, il a été muté vachement rapidement quoi. Enfin bref, ils m'ont lâché. Toutes les grosses affaires que j'ai mises, j'ai rien eu. Et puis les gars, ils sont toujours dehors, ils continuent toujours, hein. »

Le capitaine Olivier M. a été entendu récemment par la juge d'instruction Delphine Le Bail. Interrogée sur d'éventuelles suites administratives – enquête, sanctions... – dans cette affaire, la directrice de la

communication du préfet du Nord, Michel Lalande, a fait savoir qu'« il ne faut pas attendre de réaction de la préfecture au sujet d'une enquête judiciaire en cours ».

Boîte noire

Le commissaire divisionnaire Philippe Patisson a été joint le 27 février. Le commandant Olivier M. n'a pas répondu à nos sollicitations, de même que l'avocate de Christophe Dubroeuq. La préfecture du Nord nous a indiqué qu'elle ne ferait pas de commentaire sur une procédure judiciaire en cours.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.